

Le Parlement des invisibles

Pierre Rosanvallon

Le Parlement des invisibles



raconter la vie

SEUIL

Extrait de la publication

Collection dirigée
par Pierre Rosanvallon
et Pauline Peretz

Pour aller plus loin
(vidéos, photos, documents et entretiens)
et discuter le livre :
www.raconterlavie.fr/collection

ISBN : 978-2-37021-017-3

© Éditions du Seuil et Raconter la vie, janvier 2014

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

PREMIÈRE PARTIE

Une société à la recherche d'elle-même

Le projet *Raconter la vie*, dont cet essai expose les ambitions et les moyens, veut contribuer à sortir le pays de l'état inquiétant dans lequel il se trouve. Chacun sent bien que des déchirements décisifs, peut-être irréversibles, sont en train de se produire dans les profondeurs de la société. Et chacun peut en même temps constater qu'une lente dérive démocratique commence à faire sentir ses effets – la marge inédite de progression du Front national en étant une des expressions les plus perceptibles. De multiples facteurs, d'ordre économique notamment, peuvent expliquer le désenchantement et la peur de l'avenir qui taraudent les esprits. Mais l'un d'entre eux joue un rôle probablement majeur : le pays ne se sent pas écouté.

Une impression d'abandon exaspère et déprime aujourd'hui de nombreux Français. Ils se trouvent oubliés, incompris. Ils se sentent exclus du monde légal, celui des gouvernants, des institutions et des médias. De fortes prises de parole, coups de gueule ou coups de cœur, surgissent certes parfois dans l'épreuve d'une fermeture d'entreprise, dans la résistance à des projets bouleversant un territoire, ou encore dans des manifestations visant à obtenir la

reconnaissance de droits. Des faits divers laissent aussi parfois apparaître des misères cachées et des détresses insoupçonnées. Des morceaux de vie font alors brutalement surface et s'imposent dans le débat public. L'écho qu'ils rencontrent peut faire illusion et laisser croire à une attention plus générale à la société. Mais cela ne représente qu'un nombre limité de situations. Et n'implique souvent que ceux qui savent s'organiser, parce qu'ils sont les héritiers d'une tradition revendicative ou parce qu'ils ont un accès facile aux médias. Seule apparaît donc la partie émergée d'un immense iceberg qui reste invisible sous les flots et ne se laisse deviner que sous les espèces d'une protestation diffuse ou d'une désillusion amère, dont les sondages ou les bulletins de vote traduisent périodiquement l'ampleur.

Une attente de reconnaissance

Le pays ne se sent pas représenté. Les existences les plus humbles et les plus discrètes sont certes les plus manifestement concernées. Mais le problème est plus général et vaut pour toutes les composantes de la société. La démocratie est minée par le caractère inaudible de toutes les voix de faible ampleur, par la négligence des existences ordinaires, par le dédain des vies jugées sans relief, par l'absence de reconnaissance des initiatives laissées dans l'ombre. La situation est alarmante, car il en va à la fois de la dignité des individus et de la vitalité de la démocratie. Vivre en société, c'est en effet au premier chef voir son

existence appréhendée dans sa vérité quotidienne. Des vies non racontées sont de fait des vies diminuées, niées, implicitement méprisées. C'est une absence qui redouble la dureté des conditions de vie. Être invisible – puisque c'est de cela qu'il s'agit – a d'abord un coût pour les individus eux-mêmes. Car une vie laissée dans l'ombre est une vie qui n'existe pas, une vie qui ne compte pas. Être représenté, à l'inverse, c'est être rendu présent aux autres, au sens propre du terme. C'est être pris en compte, être reconnu dans la vérité et la spécificité de sa condition. Ne pas être seulement renvoyé à une masse indistincte ou à une catégorie qui caricature et obscurcit la réalité dans une formule sonore, un préjugé ou une stigmatisation (la banlieue, les cités, les bobos, etc.). L'aspiration à une société plus juste est donc inséparable aujourd'hui d'une attente de reconnaissance.

L'invisibilité a aussi un coût démocratique. Elle laisse en effet le champ libre au développement d'un langage politique saturé d'abstractions, qui n'a plus de prise sur le réel et s'enfonce dans l'idéologie, c'est-à-dire la constitution de mondes magiques et factices. L'invisibilité alimente ainsi le désenchantement vis-à-vis du politique. La tentation est alors forte, pour les citoyens, de se laisser séduire par les mouvements antipolitiques et populistes qui prétendent être, eux, les authentiques porte-parole des sans-grade et les véritables défenseurs de la dignité bafouée. Mais « le » peuple qui est alors invoqué comme la figure restauratrice de toutes ces absences, la vérité d'un monde inconnu des puissants, n'a que l'apparence d'un être de chair. Cet hercule

verbal n'est que l'expression d'impatiences et de rancœurs cumulées, la désignation impérieuse d'une juste frustration qu'il ne fait que redoubler sans en donner l'explication. Il exprime des attentes et des rejets, dont il dissout les causes et les ressorts précis dans une protestation confuse et globalisée. L'invocation d'un peuple-un, indistinct, vise à conjurer la mal-représentation, mais elle ne formule pas les conditions positives d'une reconnaissance et d'une expression plus fidèles du monde social. Elle se contente d'opposer, dans une rage sourde et impuissante, la masse oubliée à l'arrogance ou à l'indifférence supposée des dirigeants.

Rien n'est donc plus urgent que de s'atteler à déchiffrer la société, pour la restaurer dans sa dignité, et refonder en même temps la démocratie. Il s'agit de redonner consistance au mot «peuple», en l'appréhendant dans sa vitalité. De montrer qu'il n'existe qu'au pluriel, qu'il ne peut être saisi que dans sa diversité et sa complexité. Il faut pour cela retourner à la multiplicité des existences et des expériences, qui en décline la vérité pratique et les contradictions. Le peuple n'est vivant que sur le mode d'une image animée qui naît de la succession de multiples photographies instantanées. Le figer en un bloc de marbre, c'est le dénaturer, le mutiler. C'est aussi oublier qu'il est le nom donné à une forme de vie commune à construire, qui n'est pas encore donnée.

Ce besoin de représentation et de déchiffrement se fait aujourd'hui sentir avec une plus grande intensité. Instinctivement, certains ont commencé à en saisir l'urgence.

Davantage d'ouvrages parlant de la vie ordinaire sont ainsi apparus, explorant aussi bien les nouveaux territoires que les champs du travail ou ceux de la vie personnelle. Des émissions de radio ou de télévision ont aussi été marquées par ce souci. Quelques journaux ont de leur côté plus souvent envoyé leurs reporters enquêter sur les choses de la vie, les invitant à s'immerger dans le pays. De façon plus dispersée, des forums se sont multipliés sur internet; un nombre considérable de personnes y parlent de leur vie, demandent des conseils et tentent d'établir des liens avec ceux qui ont vécu des expériences similaires à la leur. Au moment où les partis et les syndicats ne sont plus des lieux privilégiés de rencontre et d'expression, un nouveau type de sociabilité s'y expérimente. À sa façon, le monde politique lui-même s'est fait l'écho de ces attentes en sacralisant le terme de «proximité». Toutes ces initiatives témoignent à la fois d'une attente du public et d'une nouvelle approche du monde social en train de se chercher.

Le projet *Raconter la vie* prolonge ces expériences et ces publications. Il a l'ambition d'en généraliser la démarche, en associant les gens eux-mêmes à ce mouvement. Entreprise indissociablement intellectuelle et citoyenne, ce projet vise à constituer par les voies du livre et d'internet l'équivalent d'un *Parlement des invisibles* pour remédier à la mal-représentation qui ronge le pays. Il entend ainsi répondre au besoin de voir les vies ordinaires racontées, les voix de faible ampleur écoutées, les aspirations quotidiennes prises en compte. Il entend aussi donner un cadre à ces aspirations et leur permettre de se constituer en un mouvement social

d'un nouveau type, fondé sur l'interaction et l'échange. Les formes et les modalités en seront présentées plus loin. Il importe au préalable d'en préciser les enjeux, aussi bien sociaux et moraux que politiques et intellectuels, et de bien appréhender les ressorts de cette attente de déchiffrement de la société.

Les origines de la mal-représentation

Une coupure s'est creusée entre la société et les élus censés la représenter. Ce constat est aujourd'hui bien établi. Le sentiment de mal-représentation vient d'abord de là. Il s'enracine avec évidence dans la tendance des partis à se professionnaliser et à fonctionner en vase clos. Il y a là comme une sorte de loi d'airain des organisations en général, et de la vie politique en particulier. Celle-ci tend de plus en plus à s'ordonner autour des enjeux de conquête et d'exercice du pouvoir, et non autour du souci d'exprimer la société ou de gouverner adéquatement l'avenir. Simultanément, le langage et les comportements du «moment électoral» et ceux du «moment gouvernemental» n'ont cessé de s'éloigner. D'un côté, un langage nourri par l'affirmation d'une chaleureuse proximité, de l'autre, celui d'une beaucoup plus froide *Realpolitik*. Cette constante, on la retrouve partout. Les historiens ont commencé à en retracer l'histoire, et nombre de sociologues ont depuis longtemps décrit les mécanismes producteurs de cette distanciation. Cette tendance peut certes être

contrecarrée. Ne serait-ce que parce qu'une expression plus fidèle de la société accroît les chances de remporter une élection ! Des mesures institutionnelles régulant le mandat électoral sont également susceptibles d'infléchir le cours des choses. Cette tendance n'en pèse pas moins continuellement, malgré ces forces de rappel qu'il faut donc fortifier.

Deux autres types de facteurs, plus structurels, liés aux tensions internes à la modernité démocratique elle-même, rendent difficile la représentation politique de la société. Le premier tient au fait que l'élection est écartelée entre deux fonctions : choisir des gouvernants (fonction de délégation du pouvoir des citoyens), et transmettre les attentes des électeurs (fonction d'expression des besoins de la société). Ces deux fonctions recouvrent les deux sens du verbe «représenter» : exercer un mandat et restituer une image. D'un côté, un sens procédural, de l'autre, un sens figuré. Ces deux fonctions se sont longtemps assez bien superposées, lorsque les partis étaient clairement l'expression de groupes sociaux, qu'ils étaient, si l'on veut, des partis de classe. Ce n'est plus le cas depuis l'avènement des partis d'opinion.

Une seconde indétermination, plus fondamentale encore, tient à la nature même de la société moderne. S'il était aisé de représenter des ordres, des classes ou des castes – structures sociales et institutions formelles se superposaient alors –, comment représenter une société d'individus ? Comment en donner une image fidèle ? Cette question est depuis l'origine au cœur de la

difficulté démocratique. D'un côté, la démocratie entend mettre le peuple, comme souverain collectif, au poste de commandement; de l'autre, elle sacralise l'individu, car c'est à partir de la valorisation de son autonomie et de ses droits que se constitue l'idéal moderne d'égalité. Il y a ainsi, dès l'origine, une contradiction entre le principe *politique* de la démocratie et son principe *sociologique*. Le principe politique consacre la puissance d'un sujet collectif, dont le principe sociologique tend à dissoudre la consistance et à réduire la visibilité. Un monde d'individus a été à la fois condition de l'égalité et problème pour la constitution du commun.

Dans le processus électoral de la démocratie, le peuple perd en effet toute densité corporelle, il devient positivement *nombre*, c'est-à-dire force composée d'égaux, d'individualités purement équivalentes sous le règne de la loi. C'est ce qu'exprime à sa façon radicale le suffrage universel. Avec lui, la société n'est plus composée que de voix identiques, totalement substituables, réduites dans le moment fondateur du vote à des unités de compte qui s'amassent dans l'urne. Le peuple se résume du même coup à un pur fait arithmétique: il prend la forme d'une majorité électorale. Cette majorité ne peut être assimilée au peuple comme totalité sociale que par le recours à une fiction. Le problème est aussi que l'épaisseur du monde social s'efface du même coup complètement. Le nombre qui triomphe emporte l'idée de ce qu'on ne peut décrire, de ce qui est sans forme, littéralement irréprésentable, dissocié de toute idée du commun. Dans les urnes, ni le peuple, ni la nation ne prennent en effet sensiblement

corps. D'où la tendance compensatrice à les constituer sur un mode purement idéologique dans le discours politique. Celui-ci n'invoque alors le peuple ou la nation que comme des icônes et des slogans, des puissances justificatrices ou restauratrices, lointaines et abstraites, dont on entretient le culte, sortes de dieux cachés. Tous s'en revendiquent les serviteurs ; bien peu leur donnent effectivement chair.

La contradiction entre la nature de la société démocratique (la société sans corps) et les présupposés de la politique démocratique (l'existence d'un peuple-corps) a donc entraîné une quête permanente de figuration qui ne pouvait jamais être adéquatement satisfaite. La démocratie a institué un souverain dont l'appréhension n'a cessé d'être problématique. Cette question n'a pas trouvé de réponse dans la distinction classique entre démocratie formelle et démocratie réelle. Car c'est le *peuple concret* qui reste d'une certaine façon lui-même indéterminé. Pour qu'il cesse de n'être qu'un principe commandant abstrait, il a donc continuellement fallu le constituer avec le double secours de l'élaboration intellectuelle et de la description sensible.

La société illisible

On ne doit donc pas se tromper de diagnostic. La distance entre le monde politique et la société n'est pas seulement le produit d'une coupable indifférence ou l'effet d'un règne de la langue de bois. Elle procède aussi d'une société contemporaine devenue plus opaque, moins lisible,

qui a vu s'élargir la coupure originelle entre le principe politique et le principe sociologique de la démocratie. Ce qu'on appelle la « crise de la représentation » est en effet simultanément une crise de compréhension de cette société : celle-ci est devenue illisible, introuvable à ses propres yeux, comme à ceux de l'observateur.

Cette difficulté à lire la société plonge ses racines dans l'individualisme constitutif de la modernité. Au début du XIX^e siècle, il était ainsi fréquent de parler de « société en poussière ». Après l'effondrement de l'ancien monde des corps et des corporations sous les coups de boutoir de 1789, dominait en effet le sentiment d'une perte générale de repères. Mais le développement du capitalisme, en créant une société de classes, avait paradoxalement redonné une évidente lisibilité au monde social – Marx disait qu'une fabrique textile produit à la fois du coton et des prolétaires. Par un effet de balancier, ce sont les mutations contemporaines du capitalisme qui ont bouleversé le précédent monde formé de blocs stables et compacts, de classes bien délimitées. D'où le retour à une indétermination originelle qui engendre simultanément une pressante attente de déchiffrement et d'expression de soi.

Le capitalisme, tel qu'il s'est recomposé à partir des années 1980, produit en effet du social sur un mode inédit. Il se distingue du précédent capitalisme d'organisation d'une double façon. En termes de rapport au marché et de rôle des actionnaires, avec évidence. Mais aussi dans son mode de mobilisation de la force de travail. La gestion de l'ouvrier-masse de l'ère fordiste a cédé la place à une valorisation des

capacités individuelles de création, et les qualités d'attention personnelle, d'engagement et de réactivité sont devenues des facteurs essentiels d'efficacité. Le travail s'est de la sorte davantage singularisé.

Deux autres raisons majeures expliquent cette mutation. La nature même de la production a d'abord changé. Les nouveaux biens de l'information et de la communication sont plus directement constitués par de la connaissance, et les objets techniques eux-mêmes incorporent essentiellement du savoir scientifique. L'innovation est donc devenue le principal facteur de production. Le développement d'une économie de services donne en second lieu une importance centrale à la qualité de la relation avec le consommateur, car cette qualité est constitutive de ce service. Là aussi, on peut donc parler d'un processus de singularisation du travail. C'est évident lorsqu'on pense à des activités de soins, de conseil, d'enseignement, ou à l'artisanat spécialisé (comme la cuisine). C'est également le cas des métiers de livraison ou de réparation à domicile. La notion de *qualité* est donc devenue centrale. Elle correspond à la diversification potentiellement infinie des différentes façons d'accomplir ces tâches et à la différenciation croissante des produits qui l'accompagne, marquant la rupture avec la précédente économie de la quantité. D'où encore le fait que les variations des conditions d'«employabilité» (mot nouveau s'il en est!) produisent d'importants effets de distinction ou de segmentation dans le monde du travail.

Les lieux de travail eux-mêmes ont aussi changé. Globalement, la production est beaucoup plus éparpillée,

tandis que la place croissante de la distribution (la mise à disposition des produits) engendre, elle aussi, dissémination et mutation de la force de travail. Avec la grande distribution, les caissières et les travailleurs en entrepôt se sont multipliés alors que l'emploi industriel diminuait. Les usines géantes ont par ailleurs quasiment disparu. On ne compte aujourd'hui en France que trois établissements employant plus de dix mille personnes, alors qu'il y en avait des dizaines dans les années 1960. Et lorsqu'il existe encore de grandes concentrations de travailleurs, c'est dorénavant dans les entrepôts logistiques qu'on peut les observer.

Autre manifestation encore de cette évolution, les inégalités ont changé de nature. S'il existe encore plus que jamais des inégalités entre catégories sociales (entre les riches et les pauvres, entre les cadres et les ouvriers, etc.), ces inégalités se sont elles aussi individualisées. Cela en change la perception. Les inégalités résultent dorénavant autant de situations (individuelles par nature) qui se diversifient, que de conditions (sociales, elles) qui se reproduisent. Les économistes parlent d'inégalités intracatégorielles pour caractériser ces nouvelles inégalités. Elles sont parfois les plus durement ressenties, car elles font ressortir des variables de trajectoires personnelles susceptibles d'être considérées comme marquées par l'échec ou l'incapacité. Elles n'ont pas le caractère objectif, et donc psychologiquement rassurant, des inégalités traditionnelles de condition. Si elles peuvent être attribuées à la malchance ou à l'injustice, elles n'en sont pas moins associées dans les têtes à un nouveau rapport aux idées de mérite et de responsabilité. Dans un